

NOUS SOMMES INGOUVERNABLES

LES ANARCHISTES AU QUÉBEC AUJOURD'HUI

*Textes réunis et présentés par Rémi Bellemare-Caron,
Émilie Breton, Marc-André Cyr,
Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski*



La collection « Instinct de liberté », dirigée par Marie-Eve Lamy et Sylvain Beaudet, propose des textes susceptibles d'approfondir la réflexion quant à l'avènement d'une société nouvelle, sensible aux principes libertaires.

Les droits d'auteur recueillis par la vente de ce livre seront versés au collectif du Salon du livre anarchiste de Montréal.

Le titre de cet ouvrage s'inspire d'un slogan aperçu en version anglaise (« *whoever they vote for, we are ungovernable* ») sur une bannière du Black Bloc à Toronto, lors du Sommet du G20 en juin 2010; il a aussi été vu sur une bannière d'une manifestation nocturne à Montréal, pendant la grève étudiante au printemps 2012.

© Lux Éditeur, 2013
www.luxediteur.com

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2013
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN: 978-2-89596-157-4

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Mario Tardif

Le travail, une ignoble activité!

Travail: État d'une personne qui souffre,
qui est tourmenté; activité pénible¹.

Le travail salarié est devenu l'activité de référence de nos vies. Il a complètement colonisé notre imaginaire. Nous ne pouvons même plus envisager qu'il n'y pas si longtemps, des populations entières n'avaient pas de mot pour parler de ce que nous désignons par travail².

Nos vies seraient-elles devenues si pénibles? Quelle est la position des militantes et militants anarchistes³ du Québec face au travail? Quelles pratiques ont été développées par l'anarchisme au cours de la dernière décennie pour répondre aux problématiques soulevées par celui-ci? Le présent texte n'a pas l'ambition de présenter l'ensemble des positions des différentes organisations et tendances anarchistes sur ce sujet; il veut plutôt témoigner de certains discours et de certaines pratiques développées

1. Seul sens courant du XII^e au XVI^e, vieilli au XVII^e (*Le Grand Robert de la langue française*, 2001, p. 1431).

2. Dominique Méda, *Le travail une valeur en voie de disparition*, coll. « Champs », Paris, Flammarion, 1995, p. 32.

3. Par souci de simplicité, je désigne par « anarchistes » les groupes, individus et initiatives anarchistes, libertaires, anti-autoritaires, marxistes libertaires, syndicalistes révolutionnaires ou autres désignations qui parlent de gens qui tentent de construire une société juste, en rupture avec le capitalisme et l'étatisme, notions si chères aux sociaux démocrates, aux républicains progressistes, aux marxistes autoritaires et autres fanatiques de l'État et du marché.

par des anarchistes au Québec face au travail. Pour ce faire, je tenterai de cerner ce que je désigne sous l'appellation « travail ». Je présenterai ensuite des initiatives mises en avant par des anarchistes face au monde du travail. Le tout sera suivi d'une présentation de quelques-uns des positionnements politiques des anarchistes vis-à-vis de cette question.

Travail ou activité

Le travail n'a rien de naturel. Bien sûr, depuis la nuit des temps les êtres humains se livrent à des activités multiples afin de garantir leur survie et de se rendre la vie la plus agréable possible. Par contre, l'organisation de la production autour du travail est relativement récente, datant de quelques centaines d'années tout au plus. Je ne ferai pas la genèse de la généralisation du salariat et du capitalisme. D'autres l'ont faite avant, bien mieux que je ne le pourrais⁴. Il est toutefois utile de distinguer la notion d'« activité » de celle d'organisation de la production.

Une même activité peut être ou non du travail. C'est le cadre dans lequel elle s'inscrit qui est déterminant. Par exemple, une peintre en bâtiment travaille quand elle peint de nouvelles constructions pour son employeur ; par contre, si elle se livre à la même activité chez elle, elle « entretient sa résidence ». Ce n'est pas la production des biens ou des services qui définit le travail, mais le fait que cette activité est vendue comme force de travail, par une personne (salariée) à une autre (qui l'emploie). C'est le fait que la finalité et l'organisation de cette activité échappent en tout ou en partie à la personne salariée qui réalise l'activité. Ainsi, l'État et les lois du travail, les associations patronales, les conventions collectives et les caprices de l'employeur viennent dicter à notre peintre quand et comment peindre ; ce qui n'est pas le cas quand elle peint son logement.

Bref, le « travail » est un rapport salarial qui se caractérise par la vente de la force de travail des individus (les prolétaires) aux

4. Pour en savoir plus sur les origines et la construction du capitalisme, lire entre autres le premier livre du *Capital* de Karl Marx, en particulier le chapitre 26 et les suivants, ainsi que le livre d'Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme*, Montréal, Lux, 2009.

employeurs (les capitalistes ou l'État). Ce sont ces derniers qui décident de la finalité du travail, de l'organisation des tâches et de leur rémunération. Autrement dit, le travail n'est pas seulement un espace d'oppression économique, il est aussi un lieu de perte d'autonomie, de servilité et d'aliénation.

Au Québec, aujourd'hui, le travail est un fait incontournable : la grande majorité des adultes, femmes⁵ ou hommes, travaillent ou tentent ardemment de se trouver un boulot. Les travailleuses et travailleurs du Québec perdent en moyenne 34,5 heures de leur vie au travail par semaine (36,8 heures pour les hommes et 32,1 heures pour les femmes⁶). Ces heures consacrées à enrichir les patrons ou à servir l'État ne fournissent qu'un salaire moyen de 21,39 dollars pour les hommes et de 18,65 dollars pour les femmes⁷. Si l'on porte notre attention aux écarts à ces moyennes, notons que près de 54 % des travailleurs et un peu plus de 63 % des travailleuses gagnaient moins de 20 dollars de l'heure⁸ en 2008. La Conférence régionale des élus de Montréal constatait, en 2006, la présence persistante de la pauvreté pour un grand nombre de travailleurs, et surtout de travailleuses⁹. De plus, en 2007, les banques alimentaires du Grand Montréal notaient une hausse de la fréquentation des personnes ayant des emplois¹⁰. Bref, le travail enrichit rarement la personne qui l'exécute. De plus, en 2008, la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a reconnu que 128 724 travailleuses et

5. En 1976, les femmes représentaient presque 36 % de la population active; cette proportion est actuellement de 47,3 % (Institut de la statistique du Québec, *Annuaire québécois des statistiques du travail*, vol. 5, n° 1, juin 2009, p. 39).

6. Institut de la statistique du Québec, *État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2008*, mars 2009, p. 28.

7. *Ibid.*, p. 27

8. Institut de la statistique du Québec, *Quintile de rémunération horaire et répartition des employés selon la tranche salariale définie à partir de ces quintiles* (pour les tableaux statistiques, voir : www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/march_travl_remnr/remnr_condt_travl/c001_rem_hor_emp_08-11.htm).

9. Pierre-Joseph Ulysse et autres, *Quand le travail n'empêche plus d'être pauvre. Travail et pauvreté*, Montréal, Forum régional sur le développement social, 2006.

10. Moisson Montréal, *Bilan faim. Gérer autrement l'aide alimentaire*, 2007, p. 20.

travailleurs avaient subi des blessures (malaise, amputation, handicap) ou développé des maladies liées au travail¹¹. De ce nombre, 195 personnes sont mortes à l'ouvrage. Une personne salariée a deux fois plus de chance de mourir d'un accident du travail que d'un acte criminel¹². Ces statistiques excluent plusieurs maux, blessures et maladies non reconnues, tels que les maux de dos, les dépressions (*burn-out*), les accidents routiers en se rendant ou en revenant du travail, etc.

Le travail n'est pas un choix, mais une nécessité et une contrainte sociale auxquelles il est très difficile de se soustraire sans s'exposer à l'indigence et à l'opprobre. Je m'attendais donc à ce que les actions et les réflexions autour du travail alimentent et animent une partie significative de la vie des collectifs anarchistes. J'ai pourtant trouvé peu d'exemples d'actions collectives et d'analyses d'anarchistes au Québec portant sur ce thème.

Un espace peu investi

En termes d'interventions organisées par des anarchistes sur le front du travail, j'ai retenu trois cas où des anarchistes ont assumé un rôle significatif. Toutes ces interventions visent des lieux de travail. Bien que cela puisse être critiquable, j'ai fait le choix de porter mon attention uniquement sur des pratiques collectives qui concernent sans équivoque le travail.

De la solidarité...

Les camarades de la défunte Fédération des anarchistes communistes du Nord-Est (NEFAC¹³) ont initié diverses actions de

11. Commission de la santé et de la sécurité du travail, *Rapport annuel de gestion 2008, 2009*, p. 5.

12. À titre indicatif, en 2007 il y a eu 86 homicides au Québec (Ministère de la Sécurité publique, *Statistiques 2007 sur la criminalité au Québec*, Gouvernement du Québec, 2008, p. 66).

13. La section québécoise de la NEFAC est devenue l'Union des communiste-libertaires (UCL). Cependant, la Fédération existe toujours aux États-Unis et au Canada (voir le texte de Mathieu Houle-Courcelles). La section québécoise utilisait la version anglophone de leur acronyme (North Eastern Federation of anarcho-communists) plutôt qu'une version francisée, même si elle traduisait systématiquement en français le nom de la Fédération.

solidarité avec des travailleuses et des travailleurs en lutte ou en conflit avec leur patron. Parmi celles-ci, la campagne de solidarité des grévistes de la Société des alcools du Québec (SAQ) est exemplaire.

Le 19 novembre 2004, les travailleuses et les travailleurs de la SAQ déclenchent une grève. Les principaux enjeux de ce conflit étaient la précarité des emplois et la conciliation travail-famille. Malgré la grève, l'employeur réussit, avec son personnel-cadre, à maintenir ouvertes un nombre important de succursales. Très rapidement, malgré les efforts de sensibilisation du public et le blocage partiel des succursales par les grévistes, une partie importante de la clientèle de la SAQ n'hésite pas à franchir les piquets de grève. Les grévistes mettent fin à leur grève le 8 février 2005, en acceptant une convention collective qui n'est pas à leurs avantages. La grève a été, sans aucun doute, un échec.

Au cours de ce conflit, les camarades de la NEFAC ont produit un tract et une affiche en soutien aux travailleuses et travailleurs de la SAQ. Les communistes libertaires ont lancé des appels à la solidarité, demandant aux clientes et clients de la SAQ de ne pas franchir les piquets de grève et ont invité les libertaires à se montrer solidaires des grévistes en lutte. Des membres de la NEFAC ont organisé ou participé à des actions de solidarité avec les grévistes dans quatre villes du Québec. À titre d'exemple, le 10 décembre 2004, des militants se sont faufilés dans la succursale de la rue Beaubien, proche de la rue Saint-Hubert. Ils ont mélangé les produits sur les tablettes, rempli des paniers de bouteilles d'alcool et exigé fermement un rabais sur ces produits, argumentant que si la SAQ demandait plus de flexibilité à ses travailleuses et travailleurs, elle devrait faire preuve de plus de souplesse dans ses prix. Évidemment, les militants ont été expulsés par les agents de sécurité de la SAQ. Le 17 décembre 2004, toujours à l'appel de la NEFAC de Montréal, des anarchistes étaient de retour dans cette même succursale. Cette fois, la stratégie consistait simplement à parler avec la clientèle à l'intérieur de la succursale au sujet de la grève et à l'inviter à ne pas acheter d'alcool. Les communistes-libertaires ont eu droit, en plus des gardiens de sécurité, à une intervention de policiers en civil et à l'antiémeute, qui les ont expulsés du magasin.

Ces initiatives sont intéressantes pour plusieurs raisons. D'abord, il s'agit d'une campagne de soutien à un conflit populaire qui a duré plusieurs mois. Ensuite, la solidarité avec les grévistes de la SAQ n'a pas été strictement symbolique : de nombreuses actions directes ont été menées dans plusieurs villes du Québec.

À l'organisation...

On ne peut pas nier l'importance d'être solidaire des travailleuses et travailleurs menant une lutte syndicale. Cependant, la majorité n'est pas membres d'un syndicat et la lutte des classes ne se vit pas seulement durant les grèves légales autorisées par la loi. Comment faire alors pour enraciner des actions et des pratiques d'inspiration libertaire dans les milieux de travail ? Une des réponses à cette question a été la création du défunt Réseau de solidarité des travailleuses et des travailleurs (RSTT), suite à un appel de la NEFAC de Montréal en 2005.

Le RSTT¹⁴ se définit comme « un regroupement syndical de travailleurs-travailleuses basé sur l'action directe. Au syndicalisme de concertation des grandes centrales, nous offrons comme alternative l'action directe contre les patrons, dans la solidarité et le respect de l'autonomie de nos membres. Le Réseau de solidarité des travailleurs-travailleuses rassemble des travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi issu-e-s de différents secteurs de travail voulant mettre de l'avant un syndicalisme de combat¹⁵ ».

Le RSTT a organisé diverses actions directes en solidarité avec des travailleuses et travailleurs en conflit avec leur employeur. Ainsi, en mai 2007, 67 jeunes travailleuses et travailleurs non syndiqués de Bell ont perdu leur emploi suite à une délocalisation en Inde. Les militantes et militants du RSTT ont visité une succursale de Bell du centre-ville et ont bloqué l'accès au com-

14. Il est utile de préciser que le RSTT n'est pas à proprement parler une organisation se réclamant de l'anarchisme ou du mouvement libertaire, mais le rôle et l'influence des anarchistes y ont été très importants.

15. Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et Réseau de solidarité des travailleurs et des travailleuses (RSTT), *Deuxième contingent Précaires en colère dans la manifestation syndicale du 1^{er} mai*, 20 avril 2007, <http://forums.asse-solidarite.qc.ca/viewtopic.php?f=5&t=1788>.

merce, jusqu'à l'arrivée des forces policières¹⁶. Un piquet de grève « effectif et perturbateur¹⁷ » a également été organisé pendant l'assemblée annuelle des actionnaires de Bell, le 6 juin 2007.

Une des innovations du RSTT est le développement des actions de type « Réclame ta paie ». Elles consistent à faire des visites de « courtoisie énergique » auprès d'un employeur qui refuse de verser son salaire à une personne salariée, que ce soit pour le temps de formation, les heures supplémentaires ou les vacances. Contrairement à ce qui est prévu par les normes du travail du Québec, il est d'usage dans le monde du travail précaire de ne pas verser ce salaire. Ces actions visent donc à faire respecter le droit libéral tel que défini au Québec, pour éviter l'attente de procédures judiciaires qui peuvent durer plusieurs mois, voire des années. Ce type d'action a été mené avec succès en solidarité avec des travailleuses et des travailleurs d'un centre d'appel en sous-traitance de Bell, en octobre 2007¹⁸, ainsi qu'auprès du propriétaire d'une pizzeria en 2005, qui avait « négligé » de payer toutes les heures travaillées de l'un de ses employés¹⁹.

Pour finir, notons que les camarades du RSTT ont également tenté de créer un syndicat des travailleuses et travailleurs précaires au centre-ville de Montréal sur une base géographique plutôt que sur l'appartenance à une entreprise. Ce projet impliquait d'agir, en tout ou en partie, hors du cadre légal du syndicalisme québécois institutionnalisé. Malheureusement, ce fut un échec.

Le RSTT a cessé ses activités vers la fin de l'année 2007. Il aura tout de même permis à plusieurs anarchistes de développer une certaine pratique et d'initier des actions concrètes sur une base autonome, y compris de nouvelles formes d'actions, conformes aux idéaux libertaires sur le front du travail.

16. RSTT, « Bell. Pour une ligne de piquetage effective et perturbatrice ! », 6 juin 2007, communiqué diffusé sur www.ainfos.ca.

17. *Ibid.*

18. Nesrine Bessaïh, « Syndicalisme de combat », À *bâbord!*, n° 23, février-mars 2008, www.ababord.org/spip.php?article690.

19. Liam Perle, *Ruptures*, n° 6, printemps 2006, p. 13.

À la syndicalisation

Sans être la suite formelle de l'expérience du RSTT, des camarades ont créé en 2008 une section québécoise de l'Industrial Workers of the World (iww), une organisation s'inspirant du syndicalisme révolutionnaire qui a eu un rôle important dans la lutte des classes en Amérique du Nord, au début du xx^e siècle²⁰. L'iww n'est pas une organisation anarchiste ou libertaire, cependant les principes dont elle se réclame s'en approchent : action directe, démocratie directe, discours de lutte de classes sans équivoque. Même si cette organisation exerce aujourd'hui un rôle très secondaire dans le monde du travail, elle reste néanmoins un pôle organisationnel pour plusieurs personnes qui aspirent à un syndicalisme de base – classe contre classe. Ce n'est pas la première fois qu'une section de l'iww tente de s'enraciner au Québec, mais l'initiative actuelle se révèle déjà plus dynamique et constructive que les précédentes.

En plus de développer un syndicalisme de combat et de favoriser une réelle solidarité de classe, les camarades de l'iww ont repris à leur compte les opérations « Réclame ta paie ». Une visite de « courtoisie » a été organisée en décembre 2008 dans une succursale de la chaîne Pizzédélec. Contrairement à ce qui est prévu dans les normes du travail du Québec, le patron de cette succursale payait les heures supplémentaires au tarif simple. Cette visite a permis à un ex-employé de récupérer les sommes dues, en plus de donner une leçon de savoir-vivre au patron de ce restaurant²¹.

Cette section de l'iww a également exprimé sa solidarité et son refus du corporatisme en se joignant à la campagne de solidarité avec les travailleuses du textile de l'entreprise L'Amour, à Montréal²². Pour finir, soulignons que l'iww au Québec a déposé une demande d'accréditation syndicale d'un café Starbuck de la ville de Québec. Cette tentative de syndiquer une catégorie de travailleuses et de travailleurs qui n'intéresse généralement pas

20. Pour plus d'information sur l'histoire de l'iww, voir www.iww.org/en/history.

21. Anonyme, « Première victoire pour les iww Montréal », 9 décembre 2008, <http://sitt.wordpress.com/category/action-directe>.

22. *Ibid.*

les syndicats institutionnels est des plus intéressantes. Surtout que l'rwv a fait le choix de déposer une demande de reconnaissance syndicale selon les lois québécoises. Cela pose de nombreuses questions sur l'évolution de ce syndicat au Québec et constitue un défi sérieux afin de respecter les principes d'actions directes, d'autonomie et antibureaucratique qui fondent cette organisation²³.

Penser le travail

Des anarchistes diffusent au Québec une part de l'importante littérature produite aux États-Unis et en Europe, qui s'intéresse aux luttes dans les milieux de travail, à la lutte des classes, à l'organisation de la production dans une société libertaire et à l'autogestion²⁴. La production locale est cependant plus rare. En fait, peu d'ouvrages traitent spécifiquement du travail, ce qui témoigne de l'intérêt relatif que les anarchistes du Québec portent à ce sujet. Cette faible production intellectuelle empêche aussi de percevoir les différents points de vue au sein des courants anarchistes québécois.

À défaut d'une réflexion théorique plus explicite, c'est en me référant aux programmes de diverses organisations que j'ai tenté de cerner la vision du travail portée par quelques organisations anarchistes. Pour ce faire, j'ai séparé les anarchistes en quatre courants de pensée²⁵ : la « libération du travail » (exemple de la NEFAC), « l'abolition du travail » (exemple de la Mauvaise Herbe), « on a d'autres choses à faire que de réfléchir au travail » (exemple de la Pointe libertaire) et « pour une société à faible technologie » (exemple des éditions Rouge et noir).

23. Cette tentative d'accréditation a finalement échoué.

24. Une visite aux librairies l'Insoumise à Montréal et la Page noire à Québec permet de constater la variété des publications et des sujets abordés par les anarchistes du Québec et d'ailleurs sur cette question.

25. Cette typologie est inspiré de Dominique Méda, *Le travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, 1995; et de Matthieu Amiech et Julien Mattern, « Le travail mort-vivant », *Notes et morceaux choisis*, n° 8, La lenteur, 2008.

Libération du travail : exemple de la NEFAC

Pour la NEFAC, le travail a un rôle « primordial » à jouer dans la construction d'une société libertaire puisque « notre vie quotidienne en tant que travailleur et travailleuse nous prépare à autogérer la société²⁶ ». Ces militantes et militants veulent « une révolution sociale qui permettra à toutes celles et ceux à la base de la société de “renverser” leurs maîtres pour gérer eux et elles-mêmes leurs affaires ». Pour la NEFAC, « les travailleurs et les travailleuses doivent remplacer le capitalisme par une fédération d'industries et de communautés autogérées où la production sera basée sur la réalisation des besoins de l'humanité et non sur l'accumulation de profits²⁷ ».

Ce positionnement est assez représentatif de la vision de plusieurs anarchistes de tendance « lutte de classes » au Québec. Bien que la construction d'une société libertaire ne repose pas exclusivement sur la libération du travail du capital, cet aspect reste central dans les analyses proposées par ce courant. Le travail y est perçu comme l'outil de création de la richesse, l'espace où se crée le lien social, le lieu d'apprentissage par les travailleuses et les travailleurs de leur capacité à autogérer la société. Bref, comme le lieu commun où les êtres humains peuvent se réaliser en participant à la création du monde. Il suffirait, et ce n'est pas une mince tâche, de se débarrasser de la classe « parasitaire » des capitalistes et de l'État pour commencer à construire un monde où il ferait bon vivre. C'est une vision classique de l'anarchisme qui s'apparente à certains courants marxistes critiques du léninisme ou simplement antistaliniens.

Changer de paradigme, pour une société à faible technologie : exemple de la Mauvaise Herbe

La Mauvaise Herbe est un collectif montréalais qui publie un journal du même nom et qui se réclame de l'anarchisme écologiste, plus spécifiquement du courant anticivilisationnel, pour qui la civilisation et le développement technologique sont synonymes de domination sociale et politique, que ce soit entre êtres

26. NEFAC, « Position de la NEFAC sur le syndicalisme et la lutte sur les lieux de travail », *Ruptures*, n° 6, 2006.

27. *Ibid.*

humains ou de l'humanité face à la nature²⁸. *La Mauvaise Herbe* écrit, en septembre 2008 : « Le capital a réussi à faire aimer aux exploités leur exploitation. [...] les ouvriéristes idéalisent et fétichisent le travail²⁹. » Pour dissiper toute confusion, *La Mauvaise Herbe* précise que « l'idéalisation du travail a toujours été la mort de la révolution³⁰ ». Ces citations évoquent une vision très différente de celle de la NEFAC. Le collectif la Mauvaise Herbe est représentatif de plusieurs anarchistes écologistes qui reprennent, en tout ou en partie, les idées des anarchistes « anticivilisation », et pour qui la civilisation et les nouveaux développements technologiques entraînent toujours plus de domination, d'aliénation et de destruction de la nature. Pour cette tendance, il faut mettre fin à cette machine destructrice qu'est la civilisation afin de construire une société libertaire. Pour ce faire, les anarchistes « anticivilisation » considèrent qu'on peut, entre autres, s'inspirer des techniques sociales et culturelles des peuples qui vivaient de la chasse et de la cueillette. Ces anarchistes aspirent à une révolution sociale, culturelle et technologique qui permettrait d'entamer une période de décroissance afin de se libérer des besoins artificiels créés par la civilisation. Cette perspective propose donc une critique forte de la division du travail et aspire à une société « libérée du travail », mais pas de l'effort³¹.

Il n'y a pas que le travail dans la vie : exemple de la Pointe libertaire

La Pointe libertaire est un collectif anarchiste qui tente de développer une action libertaire dans le quartier Pointe-Saint-Charles, à Montréal³². Ce collectif est proche du courant de l'écologie sociale, qui porte son attention dans sa pensée et sa pratique sur les rapports entre l'être humain et son environnement :

28. Voir le texte de Maude Prud'homme et Bruno Massé.

29. Kipawa, « Civilisation, anarchie et anarchisme », *La Mauvaise Herbe*, Hors série, septembre 2008.

30. *Ibid.*

31. Plusieurs favorisent l'apprentissage des tâches manuelles : jardinage écologique, chasse, pêche, couture, etc.

32. Voir le texte d'Anna Kruzynski et Marcos Silvestro.

Notre option libertaire implique la décentralisation du fonctionnement de la société. Afin de faciliter la mise en place d'institutions citoyennes locales, il est nécessaire de commencer à mettre en pratique nos idées dans nos milieux respectifs. C'est pourquoi nous proposons de soutenir des formes d'organisation qui privilégient les réseaux de groupes autonomes et décentralisés, les groupes d'affinité et la mise en œuvre de diverses alternatives libertaires et autogérées à petite échelle. Ces diverses formes d'organisation jouent un rôle d'éducation en aidant le plus grand nombre de personnes possibles à s'impliquer directement dans la construction des alternatives qui présentent la société que nous voulons³³.

En lisant les documents produits par ce collectif, je n'ai rien trouvé qui illustre ou en représente la pensée quant aux questions soulevées par le travail. La Pointe libertaire me semble en effet représentative du peu d'intérêt porté par plusieurs anarchistes aux questions entourant le travail. Ce n'est pas que ces dernières et ces derniers ne soient pas solidaires des luttes des travailleuses et travailleurs et ne défendent pas une certaine idée de la gestion collective et de l'autogestion dans les milieux de travail. Ce n'est pas qu'il n'y a pas une ou plusieurs analyses sur cette question. C'est plutôt que leurs pratiques et leurs interventions s'inscrivent « ailleurs » que dans le monde du travail.

Pour en finir avec le travail : édition québécoise du *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis

« Tout le monde sait à quel point les différentes gauches québécoises, réformistes comme plus radicales, n'en finissent plus d'espérer la libération du travail [...], alors que c'est le travail lui-même qui représente la véritable torture...³⁴ » Voilà un extrait du préambule que j'ai coécrit, avec mes camarades ex-membres ou proches du défunt *Rebelles*, à l'édition québécoise du *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis, collectif allemand se réclamant du marxisme qui existe depuis plus

33. Déclaration de la Pointe libertaire, www.lapointelibertaire.org/node/5.

34. Krisis, *Manifeste contre le travail*, Montréal, Rouge et noir, 2003.

d'une vingtaine d'années³⁵. Nous avons formé un cercle de discussions autour de la question de l'abolition du travail, sous l'appellation « Éditions Rouge et Noir ». Notre objectif était de diffuser ce manifeste fort pertinent. Sans nous dissocier des propos de Krisis, nous avons signalé en postface les quelques faiblesses de son analyse. Plus précisément en ce qui a trait aux liens entre le travail et la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à la faible prise en compte de la dynamique de la lutte des classes (qui se manifestait par un certain mécanisme, dans l'analyse des camarades de Krisis).

Notre démarche était justifiée par le fait que plusieurs anarchistes croient possible de « libérer » le travail du capital, alors qu'il est un produit intrinsèquement oppressif créé par le capitalisme. Il faudrait plutôt se libérer du capitalisme *et* du travail. La création de liens sociaux, le sentiment de contribuer à la société et le développement de la créativité peuvent et devraient se réaliser hors du travail. Le maintien du mythe du travail dans un projet de rupture avec le capitalisme est nuisible et nous condamne à promouvoir au mieux l'autogestion de l'exploitation et de l'aliénation. De notre point de vue, les moyens de production dont nous disposons en ce début de *xxi*^e siècle, une fois éliminés le travail inutile et la production de nuisances, nous permettraient de réduire radicalement le temps que les individus consacrent pour assurer leur survie et la reproduction de la société. Ce temps de corvée devrait être organisé pour être le plus agréable possible, et non comme une façon de se réaliser en tant que personne et société.

35. Sans endosser une étiquette libertaire, les camarades de Krisis, qui ont connu une scission en 2004, sont très loin de la pensée des marxistes autoritaires dans leur lecture de Marx et leur compréhension d'un marxisme vivant. On peut visiter le site de la majorité qui a gardé l'appellation Krisis, www.krisis.org, tout comme celui des scissionnistes, qui ont créé *Exit*, www.exit-online.org. Les deux sites ont une section intéressante en français. *Rebelles* a été un journal socialiste et libertaire, publié à Montréal de 1989 à 2001 (voir Marc-André Cyr, *La presse anarchiste au Québec (1976-2001)*, Montréal, Rouge et noir, 2006).

Une lutte plus large que le travail

Au-delà de ces quelques initiatives anarchistes au Québec sur le front du travail en termes d'actions et de discours, qui restent marginales tant dans le milieu anarchiste que dans la société en général, comment expliquer ce désintérêt apparent pour un sujet pourtant si important ? En plus d'avoir pour ambition de mettre fin au capitalisme et à l'État, les anarchistes aspirent à construire une société libérée de toutes formes de domination. Cet ambitieux programme a facilité l'émergence de réflexions sur le patriarcat, l'écologie, la pédagogie libertaire, l'athéisme, etc. Cependant, cette richesse théorique n'a jamais empêché que d'importants courants anarchistes s'intéressent de façon significative au monde du travail ou s'interrogent sur son rôle dans une société postcapitaliste. Il faut donc chercher ailleurs pour expliquer ce manque de réflexion.

Une influence petite-bourgeoise ?

Peut-être que l'origine sociale des membres des collectifs anarchistes pourrait expliquer, en partie, cette distance entre les préoccupations de plusieurs et la question du travail. Très souvent, c'est au cégep ou à l'université que les individus entendent parler de façon cohérente de l'anarchisme pour la première fois. Le milieu postsecondaire est souvent l'école des militantes et militants de toutes tendances politiques³⁶. Comme les enfants des classes populaires et ouvrières d'origine modeste ont peu accès à ces institutions, il pourrait bien y avoir là une piste d'explication quant au désintérêt relatif face au monde du travail, d'autant plus que celles et ceux qui obtiennent des diplômes peuvent espérer obtenir un emploi d'universitaire, d'avocate ou d'avocat, ou de cadre dans la fonction publique.

Mais même si cela était confirmé, ce facteur ne saurait tout expliquer. La présence de personnes d'origine « petite-bourgeoise » n'est pas une nouveauté dans le mouvement anarchiste. Nous avons même eu nos princes (Pierre Kropotkine) et cela n'a pas empêché la constitution de courants anarchistes luttant pour la libération du prolétariat. La nouveauté n'étant pas ici la pré-

36. Voir le texte de Rémi Bellemare-Caron.

sence de membres des classes plus aisées dans le monde anarchiste autoproclamé, mais la faible présence d'anarchistes issues des classes populaire et ouvrière modestes.

Des ruptures idéologiques avec la lutte des classes ?

D'autres raisons peuvent aussi expliquer pourquoi beaucoup d'anarchistes s'intéressent peu à l'enjeu du travail. On peut penser, par exemple, au courant de l'« écologie sociale » qui a développé une stratégie de rupture avec le capitalisme qui ne passe pas prioritairement par les lieux de travail, mais par les milieux urbains qu'il faudrait se réapproprier et autogérer. D'autres anarchistes interviennent contre les injustices qui les interpellent sur des bases éthiques, pour ne pas dire morales. Leurs actions ne s'inscrivent pas dans la réalisation d'un projet révolutionnaire abstrait et lointain, mais par le respect de leurs convictions et de leurs valeurs libertaires, exprimées et vécues au quotidien. Encore une fois, ces différences idéologiques ou d'attitudes ne sont pas nouvelles en soi. Chez les anarchistes, il y a toujours eu des camarades qui proposent d'autres chemins pour la révolution sociale que celui des ateliers ou des entreprises, ou qui adoptent des postures plutôt morales. Cela n'explique donc pas les faiblesses théoriques et pratiques des courants anarchistes interpellés directement par le travail.

Le cœur de la bête

Le travail est au cœur du capitalisme. Et les capitalistes ont exprimé de diverses manières leur refus de voir leur droit au profit remis en cause, que ce soit par la Loi du cadenas³⁷ de Maurice Duplessis, établie pour combattre les communistes et les syndicalistes, ou la fermeture récente d'un magasin Walmart³⁸ à Jonquière et d'un Provisoir à Montréal, ou encore en votant les nombreuses « lois spéciales » interdisant les grèves. Cependant,

37. Le 24 mars 1937, l'Assemblée nationale du Québec adoptait la loi connue sous le nom de Loi du cadenas. Elle a été déclarée anticonstitutionnelle en 1957 par la Cour suprême du Canada ; comme quoi il est parfois heureux que cette dernière ne respecte pas la volonté du Québec.

38. En mai 2005, la très antisyndicale multinationale fermait son magasin de Jonquière en représailles de la syndicalisation audacieuse des travailleuses et travailleurs.

le rapport de force entre les prolétaires et les capitalistes est en constant ajustement. L'institutionnalisation du syndicalisme, la création des programmes sociaux, l'existence de services publics relevant de l'État ou des municipalités, l'accès à la société de consommation pour une majorité de travailleuses et de travailleurs ne sont que quelques exemples de ces ajustements³⁹ qui ont marqué le xx^e siècle. Des libertés et des protections sociales ont été arrachées de haute lutte par les prolétaires. Cependant, elles sont inscrites dans un équilibre fragile qui contribue à la pérennité du système capitaliste. Les actions ou les discours des anarchistes qui interviennent sur le front du travail ne semblent pas toujours s'inscrire dans cette réalité sociale. Au-delà de la répression et de la faiblesse de nos forces, il doit bien y avoir des raisons structurelles relevant du développement des sociétés capitalistes qui expliquent pourquoi le syndicalisme révolutionnaire ou l'anarcho-syndicalisme n'assument qu'un rôle marginal en Occident.

Les camarades qui ont animé le RSTT et qui ont exprimé concrètement une solidarité avec des grévistes, ainsi que les personnes qui se dévouent à construire l'rwv, doivent être capables d'expliquer pour quelles raisons leurs actions, bien que méritoires et sympathiques, ont peu d'effet sur la réalité des travailleuses et des travailleurs du Québec. Dans une société où les syndicats assument un rôle d'encadrement des prolétaires et sont garants du maintien du capitalisme, existe-t-il encore un espace pour une intervention syndicale qui soit fidèle à nos ambitions et à notre programme anti-autoritaire de rupture avec le capitalisme? Quel intérêt avons-nous à l'autogestion des lieux de travail quand ces derniers sont trop souvent des lieux de production de nuisances, sinon du maintien de notre aliénation? Quant à l'idée d'abolir le travail, bien que très stimulante, je n'ai rien de concret à proposer pour faciliter sa réalisation concrète, sinon la révolution sociale... Comme anarchistes, nous devons nous atteler à un «travail» de renouvellement de discours et de pratiques. La destruction du capitalisme et, de ce fait, l'abolition du travail restent à l'ordre du jour, mais il faudra

39. Il y a aussi une multitude d'outils de domination idéologique : l'école, les médias de masse, la publicité, la pornographie, etc.

bien qu'on invente des discours et des pratiques qui collent à la réalité des prolétaires du xxi^e siècle. Cependant, même si nous réussissons à renouveler nos théories et nos pratiques, l'intervention sur le front du travail sera toujours des plus difficiles, car il s'agit de s'attaquer au cœur même du capitalisme. Les capitalistes et l'État n'hésitent jamais à nous combattre quand nous devenons des ennemis sérieux.

Ce bref survol des rapports qu'entretiennent des anarchistes du Québec à la question du travail est bien entendu partiel⁴⁰. Par exemple, je n'ai pas abordé le débat chez les anarchistes entre prosyndicalistes et antisindicalistes, ni la question de l'autogestion ou de sa remise en cause⁴¹. De plus, les enjeux relatifs au travail sont nettement plus vastes que ceux qui ont été abordés dans ce texte⁴². Pour les individus et les groupes opprimés qui doivent composer avec les différents modes d'oppression⁴³, le rapport au travail se complexifie selon le genre,

40. J'aurais pu porter mon regard sur d'autres types de pratiques tout aussi intéressantes, telles que la participation au sein de coopératives de travail, le développement de stratégies pour vivre hors du salariat (refus du travail, récupération de surplus alimentaires, squats de survie, jardins collectifs, etc.), l'apport des militantes et des militants anarchistes dans les organisations syndicales institutionnelles ou pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs migrant-e-s, etc.

41. Bien que la vision autogestionnaire soit majoritaire chez les anarchistes du Québec, il y en a qui doutent et qui dénoncent ce mythe. Voir, par exemple, la brochure produite par la Sociale: *Contre le mythe autogestionnaire*, décembre 2009.

42. Par exemple, j'ai négligé de présenter le rôle *émancipateur* du travail qui a permis aux femmes de conquérir une plus grande liberté dans leur couple (hétérosexuel), quitte à devoir assumer en plus de leur emploi la majorité des tâches ménagères et parentales. Les femmes consacrent presque deux fois plus de temps que les hommes aux tâches ménagères, aux soins des membres du ménage, aux achats et aux services (Comité aviseur femmes en développement de la main-d'œuvre, *Les femmes et le marché de l'emploi. La situation économique et professionnelle des québécoises*, Montréal, 2005, p. 43).

43. L'exploitation et l'aliénation capitaliste se combinent avec d'autres modes d'exploitation et de marginalisation. Pour un peu plus de 50 % de l'humanité, le système patriarcal de domination est une réalité quotidienne. Les femmes du Québec, comme celles d'autres pays occidentaux, ont utilisé les « opportunités » que leur offrait le développement du capitalisme libéral pour s'émanciper quelque peu de l'oppression patriarcale. L'accès au travail est aussi un enjeu pour d'autres groupes opprimés ou marginalisés afin

l'origine ethnique, les limitations physiques ou intellectuelles. Autrement dit, le plus gros reste à faire pour témoigner et comprendre la réalité du travail d'un point de vue anarchiste.

d'améliorer leurs conditions de vie. On peut penser aux personnes noires qui connaissent un taux de chômage endémique démesuré dans la société québécoise, etc. Il est à noter que je me réfère au concept de patriarcat tel que développé par le féminisme matérialiste français. Pour plus d'information sur ce concept, voir Christine Delphy, *L'ennemi principal*, Paris, Syllepse, 2009.